



FIDA
FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
Conseil des gouverneurs – Vingt-cinquième session

Rome, 19-20 février 2002

**DIALOGUE INTERACTIF SUR LE THÈME DE LA VINGT-CINQUIÈME SESSION DU
CONSEIL DES GOUVERNEURS:
FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT – LA DIMENSION RURALE**

1. Le document GC 25/L.1, envoyé aux délégués en décembre 2001, contient le programme de travail et l'ordre du jour provisoire de cette session du Conseil des gouverneurs, dans lequel il est annoncé que la deuxième séance tenue l'après-midi du mardi 19 février 2002 débutera par un dialogue interactif sur le thème du Conseil des gouverneurs prévu de 14 h 30 à 16 h 30.
2. Par la suite, les délégués ont également reçu sous la cote GC 25/L.11, le document thématique pour la vingt-cinquième session du Conseil des gouverneurs intitulé Financement du développement – la dimension rurale, à titre de matériel de référence pour le dialogue interactif.
3. Le Conseil des gouverneurs est invité à prendre note des précisions complémentaires ci-après relatives au débat d'experts sur le thème du Conseil des gouverneurs.
4. **Objet:** Le débat d'experts est destiné à analyser des questions se rapportant au thème du Conseil. Les observations formulées lors du débat seront prises en compte dans le document thématique qui sera présenté ultérieurement à la Conférence internationale des Nations Unies sur le financement du développement convoquée en mars 2002 à Monterrey (Mexique).
5. **Agencement:** Le Président du FIDA donnera au Conseil une brève introduction sur le document thématique (GC 25/L.11). Les experts invités présenteront ensuite leurs exposés dans l'ordre prévu ci-après:
 - Mme l'Ambassadeur Ruth Jacoby, coprésidente du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le financement du développement
 - M. Sartaj Aziz, ancien Ministre des finances et des affaires extérieures de la République islamique du Pakistan



- Mme Maggie Kogozi, Présidente de l'Uganda Women's Effort to Save Children/Orphans (UWESCO)
- M. Roberto Bissio, Coordonnateur global de Social Watch en Uruguay.

6. Suite aux présentations des quatre experts, l'auditoire sera invité à formuler des questions, des observations et des communications. On espère disposer de suffisamment de temps pour permettre à tous les délégués qui le souhaitent d'intervenir. Mais si, faute de temps, certains n'ont pas la possibilité de s'exprimer, le Secrétariat du FIDA les encourage à lui adresser leurs observations par écrit.